



CFC-CBC 23102020F



DECLARATION

(Traduction du khmer)

Cambodge : L'Accord de Paix de Paris de 1991 face au Traité vietnamien de 1979 et Hun Sen

L'Accord de Paris de 1991 sur le Cambodge fut un accord géopolitique pour la paix et la stabilité du Cambodge, ainsi que de l'Asie du Sud-Est et du monde, suite à la guerre du Vietnam. Cet Accord international a réaffirmé l'indépendance et la neutralité du Cambodge qui ne peuvent être violées par un autre État, et a établi un nouveau statut politique interne du Cambodge pour promouvoir sa réconciliation et son unité nationales, en empêchant le retour des pratiques dictatoriales du passé. Il s'agit donc d'un contrat spécial entre les signataires de l'Accord selon lequel le Cambodge est protégé et soutenu par la communauté internationale, mais il doit rester sous une surveillance internationale constante sur ses politiques intérieure et étrangère. Dans ces conditions, le Cambodge ne jouit pas d'une souveraineté à 100% comme d'autres États.

Le Cambodge a été mis au centre de cet Accord géopolitique du fait que sa situation dans les années 1970 et 1980 était une conséquence directe de la guerre du Vietnam. Le Vietnam communiste, qui a battu la France et les États-Unis et conquis le Sud-Vietnam, en effet, a continué sa guerre pour la domination de toute l'ex-Indochine française et d'avancer également vers la Thaïlande et la Malaisie. Il fut fermement condamné par la communauté internationale et les Nations Unies dès les premiers jours de son invasion et son occupation du Cambodge. Mais, en 1987, Hanoï se rendant compte qu'il ne pouvait continuer sa guerre du Cambodge plus longtemps, avec l'effondrement visible des régimes communistes d'Europe de l'Est qui lui fournissaient aide et assistance. Ainsi changea-t-il de stratégie pour des négociations de «paix», en renouant des contacts avec le Prince Norodom Sihanouk et en recherchant la participation de la communauté internationale. A l'époque, le gouvernement français a grandement facilité ces démarches de Hanoi.

La chose étrange que nous avons constaté est que l'Accord de paix international de Paris de 1991 n'a mentionné nulle part le nom du Vietnam, formellement et annuellement condamné par l'ONU dès 1980 pour avoir lancé ses puissantes armées d'invasion et d'occupation du Cambodge et pour avoir introduit des millions de ressortissants vietnamiens pour coloniser les terres du pays. D'ailleurs, la guerre vietnamienne s'est poursuivie pendant plus de dix ans, causant la mort de centaines de milliers de civils cambodgiens et d'innombrables destructions au Cambodge.

Par la suite, en raison de la négligence ou de la partialité envers le Vietnam et Hun Sen du diplomate japonais Yasushi Akashi, qui dirige l'APRONUC (UNTAC) pendant la période de transition, l'expulsion du Cambodge des troupes étrangères (vietnamiennes) n'a pas été sérieusement faite, non plus le désarmement des groupes antagonistes khmers et le contrôle de l'Administration Hun Sen, comme les a prévus l'Accord de Paris. Ainsi, les forces colonialistes vietnamiennes, tant de l'Armée, des «experts», que des millions de colons vietnamiens ont pu discrètement continuer leur implantation au Cambodge.

C'est à cause de ces manquements onusiens que Hanoï n'ait cru devoir abroger son traité colonialiste du 18 février 1979, connu sous le nom de "Traité de paix, d'amitié et de coopération", ainsi que plusieurs accords subsidiaires dans tous les domaines visés par ledit traité, dont les accords sur les nouvelles frontières maritime et terrestre entre le Vietnam et sa créature, la République Populaire du Kampuchéa (Cambodge) du groupe Heng

Samrin/Hun Sen, violant ainsi délibérément l'Accord de Paris de 1991, et malgré la forte opposition du roi Norodom Sihanouk, Chef de l'État du Cambodge. Hun Sen, lui, a signifié au Roi son refus de révoquer ces traités territoriaux avec Hanoï en invoquant simplement les «bonnes relations continues» entre le Vietnam et son gouvernement. Les troupes vietnamiennes, par la suite, ont même ouvertement continué d'occuper et d'exploiter les grandes provinces du nord-est cambodgien (Ratanakiri, Mondulakiri, Stung Treng, Kratié) en créant une zone d'activités communes appelée d'abord «Triangle Indochinois», puis "Triangle Cambodge, Laos, Vietnam".

C'est avec l'aide de ces forces vietnamiennes que le Parti de Hun Sen, a pu dominer les autres factions cambodgiennes et poursuivre sa dictature au Cambodge. Les puissances occidentales (Etats-Unis, Europe, Japon ...) qui pensaient que Hun Sen allait abandonner les pratiques communistes et travaillerait pour une démocratie libérale pluraliste, définie par l'Accord de Paris, ont fourni d'importantes aides financières, économiques et sociales pour renforcer les nouvelles bases de la société cambodgienne et soutenir la position de Hun Sen. Ils n'ont pas prêté attention grignotage continue de l'intégrité territoriale cambodgienne et à la présence persistante des forces vietnamiennes dans le pays - derrière le rideau noir d'innombrables "coopérations" avec les Administrations cambodgiennes. Ils ne sont pas surpris non plus que Hun Sen ait continué d'abuser gravement les droits et libertés des citoyens et les principes de la démocratie libérale, jusqu'au coup d'État sanglant de juillet 1997 et la mainmise sur toutes les institutions nationales par "l'Homme fort" Hun Sen.

Dès lors, Hun Sen progressivement a montré qu'il ne reconnaissait plus l'existence, la supériorité et les effets de l'Accord de Paris de 1991 sur le Droit et la politique cambodgiens, mais s'est employé à exécuter scrupuleusement les traités vietnamiens des années 1980. Quant à la Constitution cambodgienne, Hun Sen l'a abrégée en un seul mot de «souveraineté du Cambodge» qu'il a détournée en souveraineté de son gouvernement, alors que la Constitution consacre la souveraineté du peuple cambodgien, car "tous les pouvoirs appartiennent au peuple"(!), dont l'exercice est strictement encadré par l'Accord de Paris.

Ainsi, depuis 2017, Hun Sen a décrété de nombreuses lois pour détruire les droits constitutionnels du citoyen, des membres du Parlement et les principes de la démocratie libérale pluraliste. Sa Police, son Armée et ses tribunaux sont mobilisés à réprimer toutes critiques et toutes protestations des citoyens, assimilées à des «incitations aux crimes», aux "atteintes à la sécurité nationale" ou aux actes de «trahison» pour renverser son gouvernement «légal». Dans les relations internationales, les critiques et condamnations de l'ONU des puissances occidentales pour les violations des droits de l'homme ou des principes de la démocratie libérale par le gouvernement Hun Sen ont été dénoncées en retour d'ingérences dans les affaires intérieures du Cambodge ou d'atteintes à la souveraineté du Cambodge. En fait, les accusations et sanctions économiques des Nations Unies, de l'Europe et des États-Unis ont toujours été fondées sur le non-respect du gouvernement Hun Sen des dispositions de l'Accord de Paris de 1991 sur le Cambodge. D'autres sanctions de ces Puissances occidentales viendront sans doute quand elles verront que Hun Sen, pour préserver son pouvoir, aliène la neutralité du Cambodge, que l'Accord de Paris a explicitement définie pour le maintien de la paix et la stabilité de la région.

Hun Sen a récemment déclaré qu'il ne permettrait pas le retour de l'ancienne Histoire au Cambodge. Mais il a oublié que c'étaient le non-respect des droits de l'homme, l'interdiction de la démocratie et l'abandon de la neutralité du Cambodge qui ont ouvert la porte du pays à la guerre et aux monstrueuses destructions du Cambodge. Ce que nous avons constaté jusqu'ici est que Hun Sen, grisé par un pouvoir sans limites, a gravement pris en mépris l'Accord international de paix de Paris et a poussé le Cambodge vers une nouvelle guerre et de nouvelles catastrophes mortelles.

Paris, le 23 octobre 2020.

P. Le Comité des frontières du Cambodge en France et dans le monde.

DY KARETH